

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article III-196

Déposée par MM. Barnier, Vitorino, O'Sullivan et Ponzano

Qualité : Membres et Suppléants

Article III-196 (ex-article 9) (politique extérieure et de sécurité commune)

1. *inchangé*
2. Par dérogation au paragraphe 1, le Conseil statue à la majorité qualifiée:
 - a) lorsque, sur la base d'une décision européenne du Conseil européen portant sur les intérêts et objectifs stratégiques de l'Union, telle que définie à [l'article III-189 paragraphe 1] de ce Titre, il adopte des décisions européennes portant sur des actions et des positions de l'Union;
 - b) lorsqu'il adopte une décision sur une action ou position de l'Union, sur une proposition que le Ministre lui présente à la suite d'une demande ~~spécifique~~ que le Conseil européen lui a adressée de sa propre initiative ou de celle du Ministre, **ou lorsque le Ministre présente la proposition avec le soutien de la Commission;**
 - c) lorsqu'il adopte toute décision européenne mettant en œuvre une action ou une position de l'Union;
 - d) lorsqu'il adopte une décision européenne portant sur la nomination d'un représentant spécial conformément à [l'article III-198 (ex-11) de ce Chapitre].

Si un membre du Conseil déclare que, pour des raisons de politique nationale vitales et qu'il expose, il a l'intention de s'opposer à l'adoption d'une décision européenne devant être prise à la majorité qualifiée, il n'est pas procédé au vote. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, peut demander que le Conseil européen soit saisi de la question en vue d'une décision à l'unanimité.

reste de l'article inchangé

Explication :

Un grand nombre de membres de la Convention ont demandé une extension de la majorité qualifiée dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité commune. A cette fin, il est proposé de modifier l'article III-196, paragraphe 2, point b.

En premier lieu, il convient de biffer l'adjectif « spécifique » qui qualifie dans le texte les demandes du Conseil européen. IL faut, en effet, éviter que le Conseil européen ne soit amené à se pencher en détail sur des éventuelles initiatives en matière de Pesc. En deuxième lieu, il convient de maintenir, ainsi que le Présidium l'avait proposé dans

son premier texte, que le Conseil puisse statuer à la majorité qualifiée lorsque la Commission soutient l'initiative du Ministre. Ainsi, il est clair que cette initiative correspond sans aucun doute à l'intérêt commun et que l'effet de la mesure envisagée sur les différentes politiques de l'Union aura été pris en compte. Il convient de souligner qu'en tout état de cause, la procédure spéciale, prévue au deuxième alinéa du paragraphe 2 (« frein d'alerte ») subsiste.